

ARRÊTÉ

portant abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 mars 2024
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société LEFRANT RUBCO à MUILLE-VILLETTE

LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le code de l'environnement et notamment, les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 25 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 janvier 1985 autorisant la société LEFRANT RUBCO à exploiter un atelier de fabrication de composés organiques sulfurés, un atelier de fabrication de savons et une installation de mélange ou traitement à chaud des huiles végétales à Muille-Villette ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 mars 2024 pris à l'encontre de la société LEFRANT RUBCO implantée 64 rue de Paris à Muille-Villette (80400) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 avril 2025 portant délégation de signature à M. Gaëtan COUPLET, chef du service de coordination des politiques interministérielles de la préfecture de la Somme ;

Vu le certificat d'antériorité pour la rubrique 3410 de la nomenclature des installations classées du 3 février 2017 délivré par la préfecture de la Somme ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 8 avril 2025, transmis à l'exploitant par courriel du 1^{er} juillet 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. la société LEFRANT-RUBCO a été mise en demeure, le 8 mars 2024, de se mettre en conformité vis-à-vis des dispositions prévues par les articles 25.I de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et 15.I de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 janvier 1985 pour les installations qu'elle exploite sur le site précité ;

2. au cours de la visite d'inspection du 8 avril 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant avait transmis les éléments nécessaires permettant de lever les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 mars 2024 ;

3. compte tenu de ces éléments, les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 mars 2024 peuvent être abrogées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBJET

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 mars 2024 délivré à la société LEFRANT RUBCO pour les installations qu'elle exploite au 64 rue de Paris à Muille-Villette (80400) sont abrogées.

ARTICLE 2. – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Somme, pour une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 3. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier à Amiens (80000), dans un délai de deux mois à compter de sa notification, le cas échéant par le biais de l'application « télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 4. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, la sous-préfète de Péronne, le maire de la commune de Muille-Villette, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France et l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LEFRANT RUBCO.

Amiens, le 4 AOUT 2025
Pour le préfet et par délégation
le chef de service



Gaëtan COUPLET